

Le président zambien Levy Mwanawasa est décédé

@rib News, 19/08/2008 - Source AFP Le président zambien Levy Mwanawasa est mort mardi dans un hôpital parisien où il était hospitalisé depuis début juillet après une attaque cérébrale, a annoncé mardi le vice-président Rupiah Banda les médias d'Etat. Le président Mwanawasa est mort "ce matin à 10H30" (08H30 GMT) à Paris, a indiqué le vice-président en déclarant un deuil national de sept jours. "Les citoyens doivent rester calmes durant cette période", a-t-il ajouté. Levy Mwanawasa était l'une des rares voix du continent à ne pas être impressionnée par la stature historique du président zambien Robert Mugabe, contre lequel il a plus d'une fois haussé le ton.

Elu à la présidence de la Zambie en 2001, Levy Mwanawasa, 59 ans, s'est démarqué de l'habituelle culture de solidarité entre leaders africains pour dénoncer les maux du Zimbabwe. En mars 2007, il comparait son voisin, englué dans un marasme économique sans précédent, à "un Titanic en train de sombrer". Alors président de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), il a tenté de pousser la région à l'action quand le Zimbabwe s'est enfoncé dans la violence après les élections du 29 mars. Quinze jours après le scrutin, il convoquait un sommet de crise de la SADC auquel il invitait le chef de l'opposition zambienne Morgan Tsvangirai. Piqué, Robert Mugabe boycottait la réunion tandis que son régime accusait M. Mwanawasa d'agir à la solde de l'Occident. Malgré les efforts du leader zambien, la région a maintenu un profil bas. "Le silence de la SADC est scandaleux", en a conclu Levy Mwanawasa. Son attaque cérébrale fin juin en marge d'un sommet de l'Union africaine (UA) l'avait empêché d'élever la voix contre la réélection contestée de M. Mugabe, mais samedi son ministre des Affaires étrangères Kabinga Pande s'en est chargé en son nom, lors d'un sommet régional. Agé de 16 ans quand son pays, alors colonie britannique, a accédé à l'indépendance en 1964, Levy Mwanawasa n'a pas été marqué par l'oppression d'une minorité blanche et n'a pas participé à la lutte pour la libération. Contrairement à de nombreux dirigeants de la région, il ne partage rien avec Robert Mugabe, 84 ans, qui a accédé au pouvoir en 1980 après avoir fait tomber le régime séparatiste de Ian Smith. Né le 3 septembre 1948, cet avocat de formation a défendu avec pugnacité plusieurs dossiers liés à des violations des droits de l'Homme, ce qui lui a valu d'être surnommé "icibumba", le "mur en béton". En 1991, il est nommé premier vice-président de Frederick Chiluba, arrivé au pouvoir au cours du premier scrutin pluraliste de Zambie. Il démissionne de ce poste en 1994, pour protester contre ce qu'il percevait comme du laxisme à l'égard de la corruption et du trafic de drogue. Un an plus tard, il annonce son départ de la scène politique. En 2001, M. Chiluba le présente comme le candidat à la présidentielle de son parti, le Mouvement pour la démocratie multipartite (MMD). M. Mwanawasa est élu à l'issue d'un scrutin controversé, manipulé selon certains par M. Chiluba. Rapidement, il se démarque de l'image de "marionnette" que lui ont collée ses opposants et se retourne contre son mentor, lançant une croisade anticorruption contre lui et ses proches. En 2006, il emporte un deuxième mandat face au vétéran de la politique zambienne Michael Sata, qui conteste les résultats. L'après-scrutin est marqué par des affrontements violents entre partisans de l'opposition et forces de l'ordre. Loué par l'Occident pour sa gestion saine des finances publiques, M. Mwanawasa a contrarié l'inflation et attiré de nombreux investissements étrangers, notamment chinois dans le secteur minier. Malgré une croissance économique soutenue, la Zambie se classe toujours en 165e position sur 177, au classement de l'ONU des indices de développement humain (IDH) et les deux tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le chef de l'Etat avait eu un accident de voiture dans les années 1990 et une première attaque cérébrale en 2006. Son mandat devait courir jusqu'en 2011, mais en raison de sa santé fragile, il avait indiqué ouverte en janvier la course à sa succession. Son épouse Maureen a été pressentie pour lui succéder. "Je pense que j'appartiens au réservoir de futurs leaders", a-t-elle confié en février, tout en niant quelque ambition présidentielle.